



# LETTRE ÉCONOMIQUE D'ALGÉRIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ALGER

N° 115 – Juillet & Août 2023

## Activité économique

**Au premier trimestre 2023, la croissance du PIB a atteint 3 % en rythme annuel**

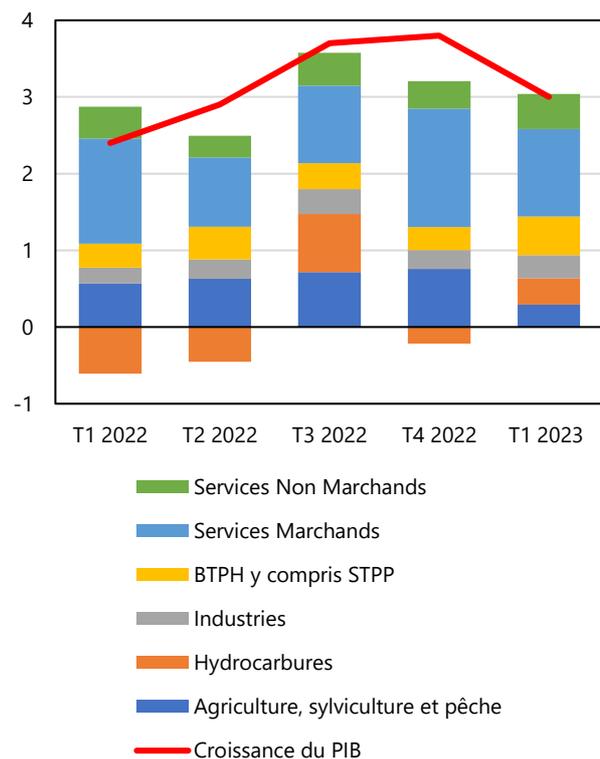
La publication par l'Office National des Statistiques (ONS) des « [Comptes nationaux trimestriels](#) » pour le premier trimestre 2023 (T1 2023), fait état d'une hausse de l'activité économique à 3 %, par rapport au premier trimestre 2022 (T1 2022).

Selon l'ONS, cette progression est due au secteur hors-hydrocarbures qui affiche une croissance de +4 % (contre +3,9 % au T1 2022), portée par le secteur de l'industrie (+6,1 %), du Bâtiment, des Travaux Publics et Hydraulique (BTPH, +4,7 %) et des services marchands (+4,4 %). Le secteur agricole connaît, pour sa part, une croissance de 2,2 % (contre +5 % au T1 2022). Quant au secteur des hydrocarbures, il enregistre une reprise de 1,4 % (après un recul de -2,3 % au T1 2022).

Vu sous l'angle des dépenses, la consommation finale est en hausse de 2,1 %, contre 1,5 % à la même période de l'année précédente. La consommation des administrations publiques (+3 %) apparaît plus dynamique que celle des ménages (+2,1 %). L'investissement affiche une progression de 5,2 %, contre 0,6 % au T1 2022, portée par la performance du secteur du BTPH et par les importations de biens d'équipement industriels (15,6 %).

**Contributions des principaux postes à la croissance du PIB (%)**

Source : ONS



Par ailleurs, alors que les exportations de biens et services enregistraient une légère hausse en volume de 0,3 % au T1 2023 (contre +2,2 % au T1 2022), les importations de biens et services ont augmenté en volume de 8,3 % durant la même période (contre une baisse de 5,7 % au T1 2022). A noter que les exportations hors-hydrocarbures ont baissé, de 7,5 % en volume.

## Inflation

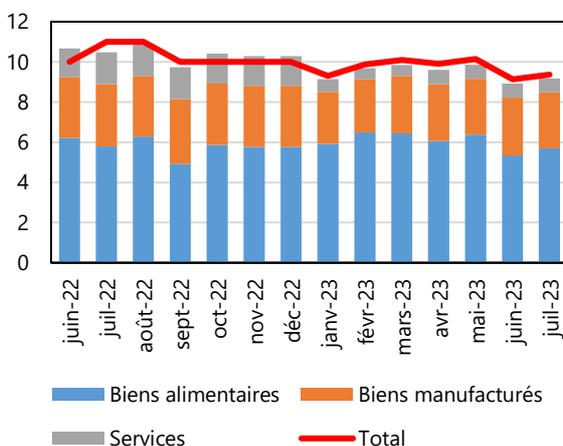
### Accélération de l'inflation à +9,1 % en juillet 2023

Selon l'ONS, l'inflation au niveau national a atteint 9,1 % en glissement annuel (g.a) sur le mois de juillet 2023, contre 8,7 % le mois précédent. Celle-ci a été principalement tirée par le prix des biens alimentaires (+12,3 %). Cependant, en glissement mensuel (g.m) l'inflation enregistre une stagnation, imputable aux prix des biens alimentaires qui affiche une baisse de 0,5 %.

Les données pour la ville d'Alger sont similaires en tendance et l'indice des prix à la consommation (IPC) affiche une hausse de 9,4% en g.a. L'inflation a été portée par la hausse des biens alimentaires (+13,2 %) qui constituent 43 % du panier total de consommation, lesquels se décomposent en deux sous-catégories : produits agricoles (+22,4 %) et produits alimentaires (+4,6 %). Par ailleurs, l'augmentation des prix des biens manufacturés (40 % du panier total de consommation) stimule également les tensions inflationnistes, avec un essor de +7 %. Enfin, le prix des services (17 % du panier de consommation), affiche une évolution moins importante sur la période (+ 4,1 %).

#### Contribution des principaux postes à l'inflation à Alger (%)

Source : ONS



## Commerce extérieur

### Excédent commercial dégagé au premier trimestre 2023

Selon l'ONS, les exportations au premier trimestre 2023 ont stagné de 0,02 % et les importations ont légèrement baissé de -1,6 % par rapport au premier trimestre 2022 (T1 2022).

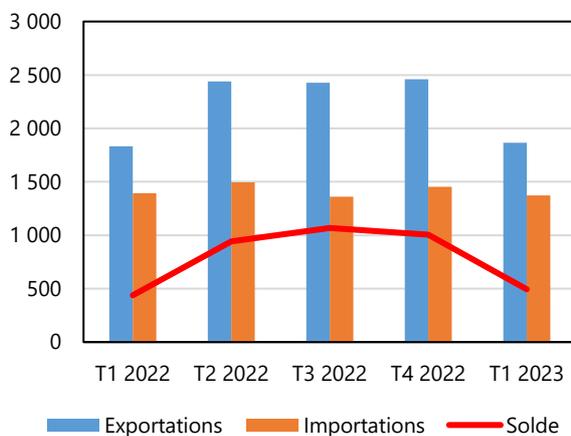
L'atonie des exportations résulte principalement de la hausse modérée des cours internationaux (les prix des hydrocarbures ayant connu une augmentation de 0,8 % par rapport au T1 2022), mais elle est également tributaire de la baisse des prix des produits hors-hydrocarbures (-11 % par rapport au T1 2022). Plus précisément, alors qu'en valeur les exportations des hydrocarbures ont progressé de 2,2 % par rapport au T1 2022, en volume, ces dernières enregistrent une hausse de 1,4 %. En ce qui concerne les exportations hors-hydrocarbures, alors qu'en valeur elles connaissent une chute de -17,7 %, en volume elles affichent un recul de -7,5 %.

En ce qui concerne les importations, les prix ont connu une baisse de -7,1 % au T1 2023, tandis que les volumes se sont établis en hausse de +5,8 % (contre -7,1 % au T1 2022). Les plus importantes augmentations à l'importation portent, en volume, sur les achats de combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes (+48,3 %), d'huiles, graisses et cires d'origines animale ou végétale (+15,6 %), et de machines et matériel de transports (+15,6 %). A l'inverse, la principale baisse concerne les importations de matières brutes non comestibles (-28,5 %).

Les exportations totales algériennes se sont, pour leur part, élevées à 1865,8 Mds DZD (12,7 Mds EUR) au T1 2023, pour des importations de 1371,6 Mds DZD (9,5 Mds EUR). Le solde commercial a ainsi dégagé un excédent de 494,2 Mds DZD (3,4 Mds EUR), et ce, malgré une baisse de 51 % par rapport au T4 2022 (1004 Mds DZD ; 6,8 Mds EUR).

### Evolution du commerce extérieur algérien (en milliards DZD)

Source : ONS



### Hausse des échanges commerciaux entre la France et l'Algérie

[Selon les données des Douanes françaises](#), les échanges commerciaux franco-algériens confirment leur progression et affichent une hausse de 17,6 % au premier semestre 2023 (S1 2023). Ils s'établissent à 5,8 Mds EUR.

Cette hausse s'explique, d'une part, par l'augmentation des importations françaises de biens algériens (+23 %, à 3,6 Mds EUR), portées essentiellement par les importations d'hydrocarbures (+35,1 %, à 2,9 Mds EUR) composées à 49,9 % de gaz naturel (+92,1 % ; 1,5 Md EUR), à 29,8 % de pétrole brut (-3,2% ; 904 M EUR) et à 13,4 % de produits provenant du raffinage du pétrole (+9,6 % ; 407 M EUR).

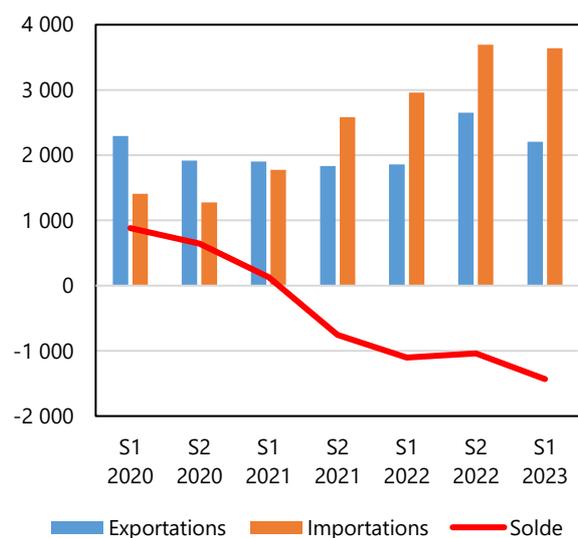
Les exportations françaises vers l'Algérie, d'autre part, contribuent également

significativement aux échanges commerciaux entre les deux pays. En effet, ces dernières affichent une augmentation de 18,8 % par rapport au S1 2022, à 2,2 Mds EUR. Les produits industriels, représentant le premier poste d'exportation, avec 42 % du total des exportations vers l'Algérie, ont connu une hausse de 50 % par rapport au S1 2022. Les ventes d'équipements mécaniques, deuxième poste d'exportation, ont enregistré une augmentation de 27,8 % pour s'établir à 479 M EUR (contre 375 M EUR au S1 2022). Quant au troisième poste d'exportation, les matériels de transports, sur la période il s'établit à 386 M EUR (+9 % par rapport au S1 2022).

La forte progression des importations françaises depuis l'Algérie par rapport aux exportations françaises, a, mécaniquement, pour conséquence la dégradation du solde commercial français, celui-ci se creusant de 27 %, passant de 1,1 Md EUR au S1 2022, à 1,4 Md EUR au S1 2023.

### Commerce bilatéral FR-ALG (M EUR)

Source : Douanes françaises



## Projections économiques

Selon la Banque africaine de développement, la croissance économique algérienne est menacée par sa dépendance à l'égard des hydrocarbures

Dans son rapport sur les « [Perspectives Economiques en Afrique du Nord - 2023](#) », la Banque africaine de développement (BAD) estime la croissance du PIB algérien à 3 % en 2022, contre 3,4 % en 2021. La croissance a, selon elle, été favorisée par la remontée du cours des hydrocarbures en 2022, maintenant un niveau élevé de recettes d'exportations, une accumulation rapide des réserves de change (18 mois d'importations, contre 11,1 en 2021) et une résorption du déficit budgétaire (le compte courant a dégagé un surplus de 7,8 % du PIB en 2022, contre un déficit de 2,8 % en 2021).

En matière de finances publiques, la Banque rapporte que la dette publique, essentiellement intérieure, a enregistré une baisse de 15,6 % (passant de 52,4 % du PIB à 62,1 % du PIB en 2021), favorisée par la réduction du déficit budgétaire qui s'établit à 0,2 % du PIB en 2022 contre 6,9 % du PIB en 2021.

Par ailleurs, la BAD, en s'appuyant sur [le rapport](#) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le développement humain, observe que l'indice de développement humain (IDH) de l'Algérie (0,745) s'est amélioré et est supérieur à la moyenne mondiale (0,732). Le taux de pauvreté multidimensionnelle a baissé (1,4 % en 2019, contre 2,1 % en 2013), malgré un taux de chômage encore important (14,9 % en 2022, contre 14,5 % en 2021) et une tendance à la hausse de l'inflation (9,3 % en 2022, contre 7,2 % en 2021).

Enfin, le rapport interroge les perspectives de croissance algériennes, à l'aune d'un modèle économique dépendant du cours des hydrocarbures. L'institution encourage l'Algérie à mettre en place des politiques publiques de diversification économiques, sous peine de voir ses perspectives de développement entravées sur le moyen terme.

## Hydrocarbures

Dans le cadre des accords OPEP+, la production de pétrole de l'Algérie diminue...

[Le dernier rapport](#) mensuel du mois d'août de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) permet de mesurer les variations de prix et de production de pétrole en Algérie pour le premier semestre 2023 (S1 2023). Alors que le baril moyen de l'OPEP (ORB) avait atteint une moyenne de 105,1 USD/b au S1 2022, le panier moyen de l'OPEP a diminué de 24,3 USD/b sur un an, pour s'établir à 79,5 USD/b au S1 2023. Le baril de pétrole algérien (*Sahara Blend*) a quant à lui chuté de 26,9 %, passant de 110,6 USD/b au S1 2022 à 80,9 USD/b au S1 2023.

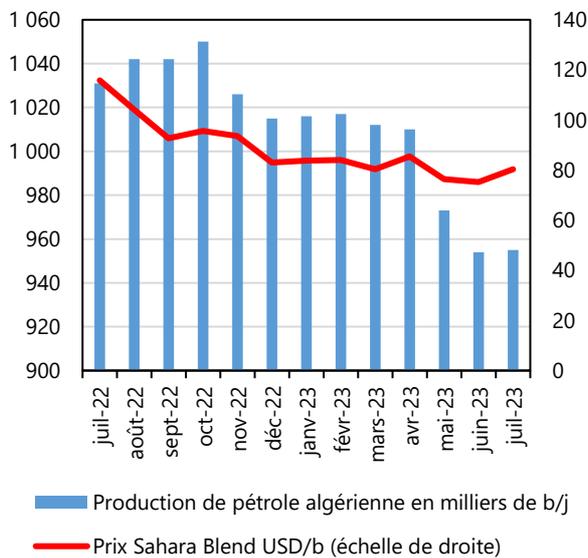
En matière de production pétrolière, les décisions d'ajustement à la baisse décidées par l'OPEP+ ont conduit l'Algérie à une réduction additionnelle de sa production de 20 000 b/j entre le 1er et le 31 août 2023. Cette réduction s'ajoute à la baisse volontaire de 48 000 b/j décidée en avril dernier. Ainsi, pour le mois d'août 2023, la production de l'Algérie s'établira à 940 000 b/j. En conséquence, au S1 2023, la production de pétrole enregistre une baisse de -0,03% par rapport au S1 2022, passant en moyenne d'une production de 997 000 b/j au S1 2022 à 997 300 b/j au S1 2023.

Par ailleurs, lors de la 49<sup>ème</sup> réunion du Comité ministériel de suivi OPEP+ (JMMC), les pays ont décidé de se réunir le 4 octobre prochain pour examiner le respect de leurs engagements de réduction de la production (pour rappel, lors de

la 35ème réunion ministérielle, les pays de l'OPEP+ avaient confirmé la décision de réajuster la production pétrolière à 40,46 Mb/j, effective dès le 1<sup>er</sup> janvier 2024), et évaluer la situation du marché pétrolier mondial.

### Evolution de la production de pétrole et du prix du baril algérien (Sahara Blend)

Source : OPEP

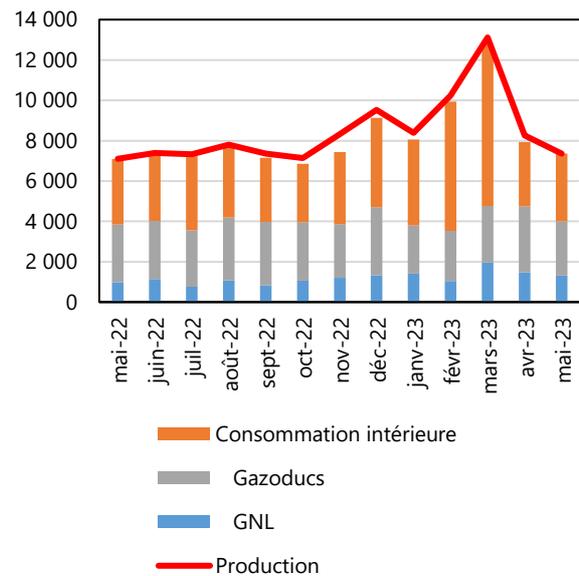


### ... alors que la production de gaz est orientée à la hausse

Au S1 2023, d'après les données publiées par JODI, la production de gaz algérien a augmenté de 15,4 % pour s'établir à 9,5 Mds m<sup>3</sup>, contre 8,2 Mds m<sup>3</sup> au S1 2022. Malgré une baisse anecdotique de 1% des ventes par rapport au S1 2022, la hausse de la production gazière profite principalement à la consommation intérieure, celle-ci enregistrant une augmentation de 33%, passant de 3,9 Mds m<sup>3</sup> à 5,3 m<sup>3</sup> au S1 2023.

### Evolution de la production, de la consommation et des exportations de gaz algérien (millions de m<sup>3</sup>)

Source : JODI



### Sonatrach a conclu deux nouveaux accords, portant à cinq le nombre de contrats signés dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures promulguée le 11 décembre 2019

Le groupe Sonatrach a signé le 15 juin, avec les entreprises Repsol (Espagne) et Pertamina (Indonésie), un contrat de partage de production d'hydrocarbures sur le périmètre contractuel de Menzel Lejmat (bloc 405a), pour un engagement d'investissements de 800 M USD avec pour objectif une récupération d'environ 150 millions de barils équivalent pétrole (bep/j).

Le 9 juillet, Sonatrach a également signé, avec le groupe TotalEnergies, plusieurs accords portant sur (i) deux des principaux actifs gaziers du groupe français en Algérie ; (ii) le renouvellement d'un marché d'enlèvements de GNL ; et (iii) un protocole d'accord dans le domaine des énergies renouvelables et de la transition énergétique, portant plus spécifiquement sur l'énergie solaire et éolienne,

l'hydrogène bas-carbone et la réduction et la valorisation des gaz torchés.

Les deux contrats conclus dans l'amont pétrolier et gazier permettent aux deux groupes de convertir les contrats de production des champs gaziers de Tin Fouyé Tabankort II (TFTII) et de Tin Fouyé Tabankort Sud (TFT sud) situés dans le Sud de l'Algérie (Sonatrach 51 %, TotalEnergies 49 %) selon les termes de la nouvelle loi pétrolière promulguée en décembre 2019 et entrée en vigueur en 2021. Les investissements prévus (739 M USD au total) devraient permettre d'atteindre une production combinée dépassant les 100 000 bep/j d'ici 2026, contre environ 60 000 bep/j actuellement.

## Renouvelables : de nombreux projets solaires sur la table

Plusieurs appels d'offres ont été lancés ces douze derniers mois par des entreprises publiques, pour des capacités de production d'énergie photovoltaïque de plusieurs milliers de mégawatts (MW)

L'opérateur public Sonelgaz a ouvert, en juillet 2023, les dossiers des remettants dans le cadre de l'appel d'offres lancé au mois de mars pour la réalisation de 2 GW de production d'électricité solaire. La consultation se décomposait en 15 parcs solaires distincts de puissance installée allant de 80 à 220 MW et la construction des infrastructures de raccordement du réseau de transport. Selon Sonelgaz, 28 entreprises ont participé à la compétition, soumettant un total de 90 offres, dont 77 ont été jugées conformes aux normes requises. Parmi eux, 50 provenaient d'entreprises étrangères, 18 d'entreprises algériennes et 9 de consortiums comprenant des partenaires étrangers. Les offres sont désormais en cours d'analyse. Sonelgaz précise

cependant que ces 2 GW constituent la première phase d'un programme plus ambitieux de 15 GW, avec 3 GW supplémentaires pouvant faire l'objet d'un nouvel appel d'offres international dès le mois d'octobre. Enfin, la société publique SHAEMS (co-entreprise détenue par Sonelgaz et Sonatrach) devrait prochainement dévoiler les offres retenues au titre de la consultation lancée fin 2021 pour la livraison selon un modèle IPP d'1 GW d'électricité photovoltaïque (« projet Solar 1000 »).

Pour rappel, l'Algérie dépend à plus de 95% du gaz pour assurer sa production d'électricité. En effet, selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), la capacité actuelle d'énergies renouvelables porte sur environ 448 MW d'énergie solaire photovoltaïque principalement hors réseau, 10 MW d'énergie éolienne et 228 MW d'hydroélectricité.

Par ailleurs, la demande intérieure d'électricité ne cesse d'accroître. Plus conjonctuellement, en raison de la canicule enregistrée en juillet, un pic de demande d'électricité de 18,7 GW, sans précédent, a été atteint. Pour y faire face, et afin de préserver les transformateurs et les câbles, Sonelgaz a été ponctuellement contrainte de procéder à des délestages.

## Ferroviaire : renforcement du partenariat algéro-chinois

Des entreprises chinoises pourraient prendre part à la construction de 6000 km de voies ferrées et la création de capacités productives associées

Le secteur des transports ferroviaires algérien bénéficie depuis plusieurs années d'un regain d'intérêt, notamment de par son caractère

structurant pour le développement économique, au même titre que certaines autres infrastructures lourdes (ports, aéroports, routes, autoroutes, barrages hydrauliques...). La longueur du réseau est ainsi passée de 1 769 km en 2008, à 5 204 km en 2019, et pourrait dépasser les 12 000 km d'ici 2025. Cet essor a été rendu possible grâce à un soutien massif de l'Etat, qui a fléché plus de 10 Mds EUR de crédits d'intervention pour la période 2010-2025 dans le cadre du Plan de modernisation du réseau et de création de nouvelles lignes. L'objectif est de parvenir à relier les différentes régions du pays, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, grâce à un maillage complet de lignes mixtes voyageurs - marchandises, la construction de nouvelles gares, et la modernisation d'un matériel roulant devant atteindre des vitesses comprises entre 160 et 220 km/h.

Dans cette optique, le gouvernement a identifié cinq corridors ferroviaires reliant nord et sud et assurant la jonction avec les pays voisins à travers le développement de lignes de transport mixtes. Totalisant 12 480 km, ce programme s'est récemment matérialisé par le lancement, en juin 2022, d'un [appel à manifestation d'intérêt national et international](#), ayant pour objectif d'identifier les entreprises susceptibles de se positionner sur les futures consultations. Si cet appel à manifestations d'intérêt n'a pas donné lieu à une publication de résultats, il a cependant été annoncé que, sur l'ensemble du programme d'investissement, [6000 km de lignes pourraient être réalisées en partenariat avec des sociétés chinoises](#). C'est notamment le cas des liaisons nord - sud (corridor 1) et en particulier des projets de transports ferroviaires liés aux très grands programmes miniers sur lesquels sont parties prenantes entreprises algériennes et chinoises en partenariat: l'exploitation du gisement de fer de Gara Djebilet situé à l'ouest de l'Algérie, et le développement de la production et la transformation de phosphate à Djebel Onk, projet situé à l'est.

Evoqué lors la visite du Président Tebboune en Chine en juillet dernier, le renforcement du partenariat algéro-chinois dans le domaine

ferroviaire pourrait en outre s'illustrer par la création de deux unités de production :

- *une usine de fabrication de wagons et de matériel ferroviaire, projet associant la China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) et la CRRC Yangtze, avec la Société algérienne de transport des produits énergétiques (STPE);*
- *un complexe sidérurgique qui serait situé à proximité des mines de fer de Gara Djebilet, qui porterait sur la production de rails et de profilés en acier. Les parties prenantes seraient l'Entreprise nationale de fer et de l'acier (Feraal) et le consortium chinois CMH.*

## Investissements

### Recul des flux d'IDE à destination de l'Algérie en 2022

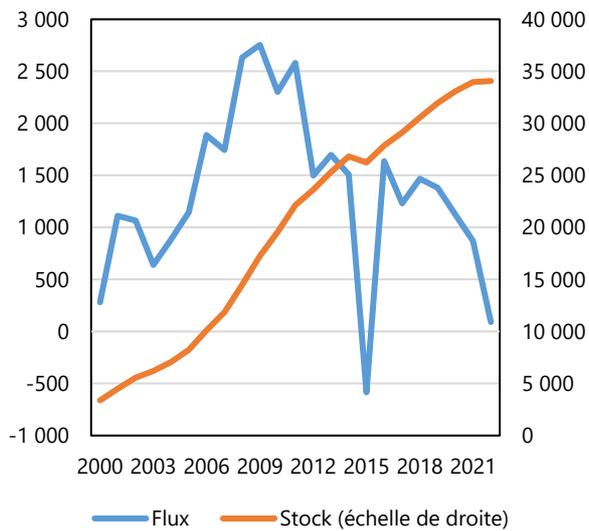
La CNUCED (Conférence des Nations unie sur le commerce et le développement) a publié son [rapport annuel qui recense les flux d'investissements directs étrangers](#) (IDE) au niveau international pour l'année 2022.

Ce rapport permet de rendre compte d'une tendance à la hausse pour la région Afrique du Nord après quatre ans de baisse consécutive. Les flux y ont ainsi progressé de 58,1 %, passant de 9,5 Mds USD en 2021 à 15,04 Mds USD en 2022, principalement en raison de la reprise des flux en Egypte (+123 %). Au niveau mondial, les multiples crises sur le scène internationale (l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la hausse des prix des denrées alimentaires, les risques de récession et les pressions sur la dette dans de nombreux pays) ont eu un impact négatif sur les flux d'IDE qui ont chuté de -12,4 % passant de 1,5 Md USD en 2021 à 1,3 Md USD en 2022.

En ce qui concerne l'Algérie, les flux d'IDE y ont drastiquement chuté de 89,8 % passant de 870 M USD en 2021 à 89 M USD en 2022. En revanche, le stock d'IDE y demeure en constante progression passant de 33,9 Mds USD en 2021 à 34,1 Mds USD en 2022.

### Evolution des flux et du stock d'IDE entrants en Algérie (M USD)

Source : CNUCED



## TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLEFS

Population (1 <sup>er</sup> juillet 2022, ONS, en millions d'habitants)	45,4
PIB/habitant en USD PPA 2017 (2023, FMI, en milliers de USD)	12,87
Indice de développement humain (2021, PNUD)	0,745 (91 <sup>e</sup> /191)
Taux de chômage (2022, Banque mondiale, en pourcentage)	11,6
Taux de change moyen EUR/DZD (01 septembre 2023, Banque d'Algérie)	147,96
Taux de change moyen USD/DZD (01 septembre 2023, Banque d'Algérie)	136,32
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – juillet 2023, OPEP, USD/b)	80,29
Notation Coface (Risque Pays - Avril 2023)	C

## INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES ANNUELS

		2021	2022 (e)	2023 (p)	2024 (p)
PIB, croissance et inflation	PIB / habitant (USD, prix courants)	3 660	4 315	4 481	4 522
	Taux de croissance du PIB (% , prix constants)	3,40	2,93	2,64	2,55
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (% , prix constants)	2,12	3,17	3,01	2,72
	Taux d'inflation (moyenne annuelle)	7,2	9,3	8,1	7,7
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-7,20	2,15	-7,94	-7,83
	Dettes publiques brutes (% du PIB)	62,82	52,40	52,23	55,36
	Dettes extérieures brutes (% du PIB)	1,93	1,51	1,60	1,62
Comptes Externes	Importations de biens et services (Mds USD)	44,3	48,3	53,5	57,7
	Exportations de biens et services (Mds USD)	41,8	63,6	54,9	49,9
	Balance commerciale (biens et services, Mds USD)	-2,5	15,3	1,4	-7,8
	Balance courante (Mds USD)	-4,6	14	1,6	-5,8

Source : FMI (REO Mai 2023)